



Assemblée parlementaire de l'OTAN

SOUS-COMMISSION SUR LA GOUVERNANCE  
DÉMOCRATIQUE (CDS DG)

SOUS-COMMISSION SUR LES TENDANCES  
TECHNOLOGIQUES ET LA SÉCURITÉ (STCTTS)

---

## **RAPPORT DE MISSION**

---

**OSLO, BODØ ET EVENES  
NORVÈGE**

**7-9 MAI 2018**

## I. INTRODUCTION

1. Les membres de la sous-commission sur la gouvernance démocratique (CDSDG) et de la sous-commission sur les tendances technologiques et la sécurité (STCTTS) de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (AP-OTAN) ont effectué une visite en Norvège du 7 au 9 mai 2018. La délégation était composée de 30 membres issus des parlements de 17 pays membres de l'OTAN et coprésidée par le président de la CDSDG, Vitalino Canas (Portugal), et le président de la STCTTS, Hannes Hanso (Estonie).

## II. LA NORVÈGE, L'OTAN ET LA RUSSIE

2. De hauts responsables gouvernementaux et militaires norvégiens ont expliqué à la délégation que, ces dernières années, la Norvège avait dû adapter sa politique de défense et de sécurité à ce qui est devenu la « nouvelle normalité » dans l'Arctique, une situation provoquée par les efforts de la Russie pour renforcer sa présence militaire dans l'Arctique et chercher à élargir son contrôle sur la région.

3. Pour la Russie, l'Arctique est une région stratégique : elle représente, et notamment la péninsule de Yamal, environ 20% du PIB russe. La route maritime du Nord, qui longe la côte arctique russe, revêt une valeur économique et stratégique importante pour la Russie. Il y a peu, la flotte russe du Nord a été détachée du district militaire Ouest et elle possède maintenant son propre commandement stratégique. Elle a considérablement augmenté la portée de ses opérations dans l'Arctique. Par ailleurs, elle ravive le concept de « bastion » remontant à la guerre froide, qui vise à créer des zones maritimes impénétrables dans l'Arctique et à élargir sa présence dans le passage « GIUK » (entre le Groenland, l'Islande et le Royaume-Uni). De nouvelles capacités – comme des sous-marins modernes capables d'accueillir des missiles de croisière – sont en train d'être acheminés dans l'Arctique, et des bases militaires soviétiques abandonnées sont en cours de rénovation et de réouverture. Des forces spéciales russes désignées reçoivent une formation et des équipements pour opérer dans les conditions extrêmes de l'Arctique. Les avions militaires russes se montrent également plus agressifs ces dernières années : en 2017, à trois reprises, des bombardiers russes ayant décollé de la péninsule Kola se sont approchés de différentes installations militaires norvégiennes dans le Grand Nord, manifestement dans le but de simuler une attaque. L'ambition de la Russie est de pouvoir projeter efficacement sa puissance dans l'Arctique et au-delà, tel est le message qui a été adressé à la délégation. Le commandant du quartier général interarmées norvégien, le général de corps d'armée Rune Jakobsen, a fait observer que les relations militaires de la Norvège avec la Russie ont été suspendues, à l'exception d'une voie de communication pour éviter les accidents.

4. Face au regain d'activité des forces russes dans le Grand Nord, l'OTAN doit consolider son flanc nord en y ramenant certaines des capacités qu'elle avait déployées dans la région pendant la guerre froide. Selon le ministre de la défense de la Norvège, Frank Bakke Jensen, cela suppose la mise sur pied d'un nouveau commandement OTAN pour l'Atlantique, le déploiement de capacités norvégiennes supplémentaires dans le Grand Nord, un état de préparation accru à l'appui des moyens alliés sur le territoire norvégien, un renforcement de la connaissance de la situation, une réduction des temps de réaction ainsi que la création d'un « Schengen militaire » à l'échelle de l'Alliance tout entière.

5. La défense collective dans le Grand Nord n'est pas une voie à sens unique, a déclaré M. Bakke Jensen. La Norvège doit faire sa part de travail en modernisant ses capacités militaires, tandis que les Alliés doivent mieux se préparer à venir en aide à la Norvège ou de tout autre pays allié en cas de crise. Les forces armées norvégiennes déploient d'ailleurs actuellement des initiatives de modernisation substantielles, parmi lesquelles on citera l'acquisition de nouveaux avions de combat et d'avions de patrouille maritime, d'hélicoptères, de sous-marins, de corvettes et de capacités de guerre anti-sous-marine ainsi que la mise à jour du « concept de défense totale » du

pays.

Les parlementaires ont également eu l'occasion d'entendre les exposés de John-Mikal Størdal, directeur général, Établissement de recherche pour la défense norvégienne (FFI) et des principaux membres norvégiens du Comité OTAN pour la science et la technologie (NSTB). M. Størdal a présenté brièvement l'approche de la Norvège dans le secteur des sciences et des technologies appliquées à la défense ainsi que la contribution du pays aux efforts de l'OTAN pour conserver une avance technologique à l'heure de la mondialisation. L'OTAN a conservé une avance technologique pendant 50, voire 60 ans, mais l'Ouest est en train de perdre cette avance, a-t-il fait observer. Le budget recherche et développement (R&D) de défense de la Norvège représente entre 2 et 3% de son budget de défense, ce qui est sensiblement comparable aux investissements R&D de l'Allemagne. Vu la cherté de la main d'œuvre dans les pays alliés, et notamment en Norvège, le recours à l'automatisation devient de plus en plus une nécessité pour pouvoir équiper les forces armées de moyens de défense haute technologie.

6. Le ministre Bakke Jensen a appelé l'attention sur la coopération militaire bilatérale menée avec plusieurs Alliés, dont l'Allemagne, les États-Unis et le Royaume-Uni. Il a salué la présence militaire états-unienne accrue en Europe, tout en appelant les alliés européens à faire davantage d'efforts pour garantir un partage des charges équitable. Il a également accueilli avec satisfaction la création de la coopération structurée permanente de l'UE, tout en insistant pour qu'elle soit développée harmonieusement, sans se faire concurrence, et avec le soutien de l'OTAN. L'exercice *Trident Juncture* de l'OTAN, qui sera accueilli par la Norvège en fin d'année, est une réaffirmation de l'attachement de l'Alliance à la défense collective de la région, selon le message transmis à la délégation. Les interlocuteurs norvégiens ont fait observer que les mesures susmentionnées sont nécessaires pour pouvoir assurer la liberté de mouvement des Alliés dans le Nord, laquelle est mise en péril par le renforcement du dispositif militaire de la Russie dans l'Arctique. En même temps, les interlocuteurs norvégiens ont laissé entendre que la présence de l'Alliance dans l'Arctique devait être empreinte de circonspection et placée sous la conduite de pays de l'Alliance situés dans cette partie du monde. « La Norvège est l'OTAN dans le Grand Nord », a déclaré le ministre Bakke Jensen.

7. Si la Norvège soutient la politique de sanctions appliquée contre la Russie en réponse à sa violation du droit international, elle s'efforce néanmoins de maintenir – parallèlement et en bon voisin – un dialogue constructif et une coopération pratique avec la Russie dans des domaines moins sensibles tels que la recherche et le sauvetage, la pêche et les contacts transfrontaliers entre personnes. Pour ce qui est des contacts transfrontaliers entre personnes, Oslo a, dans sa province de Finnmark, élargi son régime d'exemption de visa aux Russes vivant dans les régions limitrophes. La Norvège et la Russie ont mis en place un cadre efficace de gestion commune des stocks de poissons et de collaboration au niveau des industries des produits de la mer. Les entreprises gazières d'État norvégiennes et russes coopèrent aussi pour l'exploitation des ressources pétrolières et gazières dans la mer de Barents, bien que la production pétrolière et gazière dans l'Arctique soit un sujet qui divise la classe politique norvégienne. Le commandant du quartier général interarmées norvégien, le général de corps d'armée Rune Jakobsen, a fait remarquer que même si les relations avec la flotte russe du Nord ont été suspendues, la coopération de la Norvège avec le Service fédéral de sécurité russe à Mourmansk sur les questions de gardes-côtes n'a pas été affectée.

8. Mais il n'y a pas que les activités militaires de la Russie qui inquiètent les interlocuteurs norvégiens. Ils sont également assez préoccupés par l'utilisation de méthodes hybrides par Moscou. En dépit d'une frontière commune, la Russie a toujours considéré la Norvège comme un pays – membre de l'OTAN – ne faisant pas partie de sa sphère d'influence. Dès lors, Moscou semble moins encline à utiliser des techniques hybrides vis-à-vis de la Norvège que vis-à-vis de la Finlande et de la Suède, ses autres voisins nordiques. Néanmoins, les experts norvégiens ont constaté une nette tendance à l'augmentation des activités d'espionnage et cybernétiques contre des cibles gouvernementales, militaires, industrielles et civiles norvégiennes. Face aux problèmes cybernétiques grandissants, Oslo a pris des mesures, regroupant les différentes unités de cyberprotection d'État au sein d'une nouvelle autorité nationale de sécurité. La Russie a par ailleurs

investi dans des techniques de guerre électronique. Et l'utilisation de ces techniques a été constatée sur le sol norvégien au moment de l'exercice Zapad-2017, ce qui s'était traduit par le brouillage des signaux GPS à l'est de Finnmark. Au jour d'aujourd'hui, on ne sait toujours pas si ce brouillage a été provoqué volontairement pour mettre en garde la Norvège ou si c'était une conséquence imprévue de l'exercice.

9. Lars Rowe, chercheur principal, Institut Fridtjof Nansen, a proposé un autre point de vue sur la politique étrangère actuellement menée par la Russie. Selon lui, le comportement agressif actuel de la Russie est plus proche de la « norme historique » comparé à l'attitude plus retenue qu'elle avait adoptée dans les années 1990 et qui était une anomalie historique. Il a donc appelé les puissances occidentales à ne pas surréagir aux activités hybrides de la Russie et de modérer ce qu'il considère être des actions et des propos susceptibles d'entraîner une escalade avec la Russie.

10. La délégation a visité le quartier général interarmées de Norvège près de Bodø. Son commandant, le général de corps d'armée Rune Jakobsen, a expliqué aux parlementaires de l'OTAN que le quartier général est prêt à endosser un rôle plus grand dans le cadre du concept OTAN de soutien par le pays hôte. Il a également fait remarquer que les membres des forces armées norvégiennes participent activement aux opérations internationales : quelque 326 militaires norvégiens sont déployés dans le monde, y compris au sein des forces d'opérations spéciales déployées à Kaboul, au Soudan du Sud, au Mali et en Iraq ainsi qu'en Lituanie (dans le cadre de la présence avancée rehaussée de l'OTAN).

11. La délégation a par ailleurs visité la base aérienne principale de Bodø, qui est l'une des plus grandes bases aériennes d'Europe. Cette base héberge les F-16 norvégiens, des avions de combat qui peuvent décoller dans un délai très court pour décourager toutes menaces posées à l'espace aérien norvégien, y réagir et assurer la défense de la zone menacée. Les F-16 obsolètes seront progressivement remplacés par des F-35 d'ici à 2025. Certains de ces F-35 seront hébergés dans une nouvelle base, qui se trouve en cours de construction à Evenes, au nord du pays, et que la délégation a eu la chance de pouvoir visiter.

### **III. CHANGEMENT CLIMATIQUE, ET RECHERCHE ET SAUVETAGE DANS LE GRAND NORD**

12. La délégation de l'AP-OTAN a également abordé le problème de la situation environnementale en rapide mutation dans le Grand Nord, y compris le rapport qui existe dans l'Arctique entre la sécurité et le changement climatique. Rolf Rødven, secrétaire exécutif du Programme de surveillance et d'évaluation de l'Arctique (PSEA), a expliqué qu'en janvier 2016, la température avait affiché 5°C de plus qu'en moyenne entre 1981 et 2010 dans la région, tandis que les températures mensuelles moyennes enregistrées d'octobre à décembre 2016 avaient été de 6°C supérieures à la moyenne habituelle sur ces mois de l'année. La température des mers se réchauffe elle aussi, tant près de la surface qu'en profondeur. L'épaisseur de la couche de glace au centre de l'océan Arctique a diminué de 65% sur la période 1975–2012. Si les glaciers et les calottes glaciaires de l'Arctique ne représentent qu'un quart de la superficie de la couverture terrestre recouverte de glace, l'eau de fonte provenant de ces sources est responsable à 35% du relèvement mondial actuel du niveau de la mer. Il a également mis en garde face au réchauffement de plus de 0,5°C du permafrost à proximité de la surface dans le Haut-Arctique depuis les années 2007/2009. La fonte du permafrost devrait largement contribuer aux futures émissions de gaz à effet de serre. La réduction de l'étendue et de l'épaisseur de la couche de glace, ainsi que les modifications du moment de la fonte des glaces, provoquent un stress et des perturbations au niveau de la biodiversité et des écosystèmes marins.

13. Avant le milieu du siècle, les températures automnales et hivernales augmenteront de 4 à 5°C dans l'Arctique par rapport aux valeurs enregistrées à la fin du XX<sup>e</sup> siècle, avec un scénario de concentration moyenne ou élevée de gaz à effet de serre. Cela représente deux fois la hausse prévue pour l'hémisphère nord. L'océan Arctique pourrait connaître des étés sans glace dès la fin

des années 2030, a ajouté M. Rødven. Si les concentrations de gaz à effet de serre continuent d'augmenter dans les proportions actuelles, la fonte des glaces terrestres de l'Arctique pourrait provoquer une hausse du niveau de la mer estimée à 25 centimètres entre 2006 et 2100.

14. L'intervenant a toutefois souligné que le respect de l'Accord de Paris ferait une grande différence. Si les pays tenaient leurs promesses, cela permettrait à la communauté internationale de stabiliser les températures arctiques dans la seconde moitié du siècle. La mise en œuvre de l'Accord de Paris permettrait de réduire la hausse du niveau de la mer de 43% à la fin du siècle par rapport à ce qui est prévu avec un scénario d'émissions inchangé.

15. La question des activités de recherche et de sauvetage a représenté un thème récurrent à l'ordre du jour de cette visite. À Bodø, les parlementaires ont visité le Centre conjoint de coordination du sauvetage dans le Nord de la Norvège (JRCC NN). Bent-Ove Jamtli, directeur du JRCC NN, a expliqué que les services norvégiens de recherche et de sauvetage (SAR) sont coordonnés par deux JRCC – l'un situé à Sola (pour le sud de la Norvège) et l'autre à Bodø (pour le nord de la Norvège). Les services de SAR prennent la forme d'un effort coopératif auquel participent des agences gouvernementales, des organisations bénévoles et des entreprises privées. Si le JRCC le lui demande, le secteur public est tenu de participer en mettant à disposition toutes les ressources dont il dispose. En 2017, le JRCC NN a dû gérer près de 3 000 incidents, dont la plupart sont survenus en mer. M. Jamtli a fait remarquer que la tendance générale veut que le nombre d'accidents augmente légèrement chaque année.

16. Depuis les années 1980, les services de SAR s'appuient sur le système international Cospas-Sarsat, qui utilise un réseau de satellites conçu pour détecter et localiser des radiobalises activées par des personnes, des aéronefs ou des navires en détresse. Si jusqu'à présent, la couverture satellitaire de l'Arctique était insuffisante, M. Jamtli a vanté les mérites de la nouvelle génération de satellites d'orbite terrestre moyenne (MEOSAR), qui ont vocation à devenir la capacité de segment spatial dominante du système Cospas-Sarsat. Les satellites MEOSAR réceptionneront les signaux de détresse en temps quasi réel et avec davantage de précision que le système actuel qui peut prendre jusqu'à deux heures. L'intervenant a aussi fait savoir que les 12 hélicoptères d'intervention SAR Sea King obsolètes seront remplacés par 16 nouveaux hélicoptères AW-101 d'ici à 2020, lesquels ont un rayon d'action plus large. Les capacités SAR de la Norvège comptent également un certain nombre d'autres moyens importants comme des hélicoptères NH-90 en version navale, un brise-glace de la Garde côtière de Svalbard ainsi qu'un vaisseau d'expédition et de recherche M/S Polarsyssel.

17. Le directeur du JRCC NN a expliqué que son centre coopère étroitement avec les forces armées norvégiennes et il a cité l'exemple d'une demande pour qu'un chasseur F-16 de la base aérienne de Bodø aide à rechercher un avion disparu dans la région voisine. Le rôle d'organisations bénévoles, telles que les équipes norvégiennes de sauvetage dans les Alpes ou sur les glaciers, est déterminant pour le succès des services de SAR tels que les conçoit la Norvège. Il a aussi fait mention de la bonne coopération entre les services de SAR norvégiens et russes pour ce qui est de la protection de la vie humaine et des infrastructures dans le cadre de l'accord de Barents.

#### **IV. AUTRES POINTS**

18. Au cours de cette visite, la délégation a également été informée de la stratégie de la Norvège en matière de lutte contre le terrorisme et de prévention de l'extrémisme violent. L'éminent expert norvégien, Thomas Hegghammer, a expliqué comment cette stratégie de la Norvège avait évolué au fil des ans. L'effroyable attentat commis par un loup solitaire d'extrême droite, Anders Behring Breivik, en 2011 a révélé de sérieuses lacunes dans le système de réaction aux crises norvégien. Ces lacunes ont largement été corrigées depuis, a poursuivi M. Hegghammer. En outre, le pays semble avoir trouvé les moyens de venir à bout des milieux djihadistes qui se développaient rapidement en Norvège depuis le début des années 2010. L'approche adoptée par les autorités norvégiennes est un mélange de politiques de proximité faisant intervenir professeurs

et parents, et de traduction en justice des chefs djihadistes radicaux. Il est néanmoins trop tôt pour pouvoir dire si le radicalisme djihadiste a complètement été éradiqué en Norvège, étant donné que les djihadistes ont des « profondeurs stratégiques » et peuvent se replier sur d'autres régions d'Europe ou au-delà. L'intervenant a par ailleurs fait l'éloge de l'approche de la « longue laisse » appliquée par la Norvège au financement de la recherche en matière de lutte contre l'extrémisme. Cette approche, qui laisse aux experts une très grande liberté pour choisir leurs domaines de recherche, a suscité un certain nombre d'idées innovantes en matière de lutte contre l'extrémisme violent.

19. La délégation a aussi reçu des informations sur la politique d'aide humanitaire substantielle menée par la Norvège, notamment envers la Syrie déchirée par la guerre. Les experts norvégiens ont rappelé à la délégation qu'il y avait environ 5,6 millions de réfugiés syriens et plus de 6 millions de déplacés internes ; 69% de la population syrienne vit dans une pauvreté extrême. Le programme d'aide au peuple syrien mené par la Norvège est la plus grande initiative humanitaire de l'histoire de la Norvège. Depuis 2011, le pays a alloué 1,1 milliard de dollars à ce programme. Par tête d'habitant, la Norvège est de loin le plus grand fournisseur d'aide humanitaire en Syrie, où sa priorité va aux investissements dans des projets éducatifs. La Norvège a également fourni 44 millions de dollars d'aide à l'Iraq. La Croix-Rouge norvégienne et le Croissant-Rouge syrien travaillent main dans la main pour apporter un soutien à des millions de personnes sur les lignes de front. Mais la délégation a aussi appris qu'il restait beaucoup à faire en vue de développer des zones d'accès pour les travailleurs humanitaires.

---